



LE CHARMANT SON

mars 2022

ÉDITO

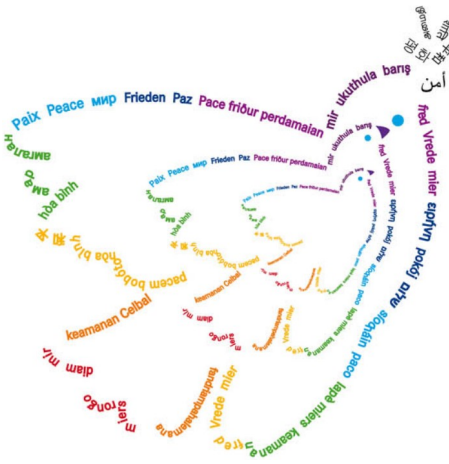
Paix aux chaumières, guerre aux palais

Nul ne peut affirmer qu'avant cette funeste date du 24 février 2022 la paix, la fraternité, la liberté, la solidarité ou l'égalité régnaient en maître sur la planète. Il serait à fois trop long et trop démoralisant d'énumérer façon Prévert, la liste des conflits armés, larvés ou ouverts, celle des peuples opprimés, celle encore des groupes de personnes discriminés, ostracisés, violentés, assassinés à raison de leurs origines, de leurs religions, de leurs orientations sexuelles, de leurs différences. Mais ce 24 février, un homme seul, un seul homme, maître de la deuxième puissance militaire au monde, dotée de l'arme nucléaire, a décidé de franchir les frontières d'un autre pays dont les habitants ont le seul tort de vouloir choisir leur destin, leur avenir. Et peu importe le faux choix imposé entre la Russie et l'OTAN. Le fait est qu'à un peu plus de deux jours de voiture de chez nous, en plein cœur de l'Europe, se déroule un conflit armé dont personne ne sait où il va s'arrêter. C'est sans doute cette proximité qui porte en elle le niveau d'angoisse qui étreint bon nombre de nos concitoyens et nous-mêmes, tout autant que la nostalgie impériale réactionnaire du locataire du Kremlin. Ce sont les images de ces millions de femmes, d'enfants et d'hommes jetés sur les routes, ceux qui ne sont pas restés au péril de leur vie défendre leur patrie, leur terre, leur culture, leur liberté (et un peu la nôtre), qui nous prennent aux tripes et nous font réagir. Non pas que les autres exodes forcés et les drames qui les accompagnent nous laissent indifférents ! C'est que cette guerre nous percute et nous touche très directement de par sa mitoyenneté. Le fait est que la barbarie et la dictature se dressent devant l'idéal de paix

et de démocratie, « le moins mauvais des systèmes » disait un certain Winston Churchill, l'un des plus féroces et le plus intransigent des combattants du nazisme.

Et puis, alors que nous allons enfin sortir débarrassés de nos masques chirurgicaux et de nos laissez-passer, nous voilà replongés dans l'inconnu et dans le stress du lendemain. Outre le conflit, ce sont ses conséquences politiques - nous sommes à trente jours à peu près de l'élection présidentielle- sociales et économiques qui inquiètent, alors que la question du « pouvoir d'achat » était au cœur des préoccupations immédiates des Français. Et que dire de la survie de notre Terre face aux dérèglements climatiques quand elle est menacée d'une destruction encore plus rapide et plus radicale ?!

Nous qui sommes nombreux à appeler viscéralement à l'émergence d'un autre monde plus fraternel, de paix, de solidarité, de justice sociale, fiscale et environnementale, nous sommes servis ! Il ne nous reste, sans abandonner ce combat, que notre humanité universelle pour soutenir et accueillir celles et ceux qui fuient le théâtre des bombardements. Pas juste parce qu'ils sont culturellement ou philosophiquement proches de nous, ou bien, comme l'ont affirmé de manière ignoble certains commentateurs ou personnels politiques, parce qu'ils pourraient constituer une « immigration de qualité », mais parce que ce sont nos frères, nos sœurs, nos semblables comme le sont celles et ceux qui au péril de leur vie rejoignent depuis d'autres pays nos contrées, pour tenter de vivre mieux.



CREP party

Le compte-rendu d'entretien professionnel (CREP) est déjà et va devenir de plus en plus central en matière de gestion des ressources humaines.

Votre **avancement** et votre **promotion** en sont dépendants. Votre **mobilité** et votre **rémunération**, au moins partiellement, pourraient aussi en dépendre à brève échéance.

Il ne faut donc pas le prendre à la légère, que vous soyez jeunes ou moins jeunes à la DGFIP.

Soyez ainsi attentifs au **profil croix** et à son évolution dans le temps. S'il stagne ou lambine, inquiétez-vous ! Soyez également sur vos gardes quant à l'**expression littérale**. Ici aussi, sa progression doit être surveillée tout comme l'adéquation de l'appréciation littérale avec le profil croix.

N'hésitez pas à consulter... un élu en CAP, un militant syndical... Ils ont l'habitude de dénicher les chausse-trappes, de lire entre les lignes, de débusquer cette expression qui vous paraît positive et qui en réalité recèle une vraie réserve sur votre manière de servir.

L'entretien d'évaluation s'appuie sur un principe emprunté au privé (qui l'a d'ailleurs plus ou moins abandonné), celui de l'évaluation individuelle de la performance. Pour Solidaires Finances Publiques, c'est un processus RH potentiellement pathogène. C'est pourquoi **le meilleur bouclier contre cette gangrène est le boycott**.

C'est aussi un processus inadapté au contexte où l'interdépendance entre les agents et entre les services est avérée. Il joue contre le collectif, la compétition plutôt que la coopération. **C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques milite pour l'organisation d'entretiens collectifs.**



Aide exceptionnelle : cache-misère et Castex

Face à la bronca liée aux tarifs à la pompe, le gouvernement Castex a lâché 100 balles, mais pas de Mars. Ainsi, les agents gagnant moins de 2 000 € nets par mois (soit en pratique moins de 2 600 € bruts par mois) et ayant une rémunération brute inférieure à 26 000 € entre janvier et octobre 2021 (primes incluses) ont perçu sur la paie de janvier la mirifique indemnité inflation de 100,00 € (décret n° 2021-1623 du 11 décembre 2021).

Toutefois, certains agents ayant perçu au cours de cette période une prime de restructuration de service (NRP oblige !) se sont vu refuser l'octroi de cette indemnité, quand bien même la distance domicile/travail -et par conséquent les dépenses de carburant- avait considérablement augmenté ! Kafka d'espèce...



Là où il y a une volonté...

La réponse de l'Occident à l'invasion de l'Ukraine est essentiellement économique et financière. Rêvons que les mêmes et puissantes armes soient un jour utilisées contre tous les fraudeurs, individus ou pays abritant des paradis fiscaux qui nous volent !

NRP foireux :

Leur com' m'habite dans les FS

Une administration *d'élite*. Après la prestation lunaire de Bruno Le Maire le 28 septembre dernier, place à Philippe Leray et sa Lettre aux Agents apologiste des **France Services** (FS). C'est-à-dire que notre cher Directeur continue à vendre fièrement son projet d'hécatombe (« Nouveau réseau de proximité », NRP) en arguant d'une augmentation d'implantations d'un accueil de proximité des finances publiques à travers ces « **points de contact** » issus des 1 300 Maisons de services au public (MSAP) existantes, qui ne règlent ni les problèmes concrets des usagers ni ne pallient à la surcharge de travail des agents.

Pour citer Bruno Le Maire, « imaginez-vous ce que c'est pour une commune que [de perdre] des services de la Direction générale des Finances publiques » : il s'agit en effet d'une perte lourde de service public pour les territoires et les populations concernés ainsi qu'une dégradation sans précédent des conditions de travail et de vie des agents des Finances publiques. Le NRP, ce sont **21 communes iséroises où les centres des finances publiques disparaissent purement et simplement**, c'est-à-dire qu'il ne restera plus que 16 communes d'implantation en Isère contre 37 en 2020 (- 57%). Ainsi, **en 2022, adieu les services DGFIP à Alleverd, Échirolles, Le Grand-Lemps, Moirans, Saint-Laurent-du-Pont, Villard-de-Lans, Vizille**. Et là où ils demeurent, les services sont rabougris et vidés de leur substance. Le NRP est un outil pour s'adapter aux baisses budgétaires et réduction d'effectifs constantes en regroupant les missions et structures « eu égard de la technicité des missions », pour modifier les méthodes et la division du travail au sein de la DGFIP, avec comme objectif la volonté de casser les chaînes et les collectifs de travail.

Derrière les réorganisations incessantes, comme la démétropolisation, la « *désintoxication de l'accueil* », la généralisation du télétravail (la crise sanitaire servant d'accélérateur historique), le développement des *call centers* type centres de contact et des *services d'appui/pôles nationaux*, se construit l'*e-administration*, renforçant **la déqualification du travail, la perte de sens, l'aliénation, l'exploitation maquillée en gains de productivité**.

Le procédé est aussi vieux que le taylorisme, à savoir **la dépossession des travailleurs de leurs savoirs et de toute forme de pouvoir dans l'entreprise**. L'État ne veut surtout pas que la contestation massive qui s'est déjà exprimée dans les finances publiques ne se reproduise à travers son argument ultime : la constitution de l'État plate-forme (France Connect), la dématérialisation des échanges, formidable vecteur de légitimation du discours néolibéral : « *allez sur internet* » pendant que les forçats du clavier sont invisibilisés et leur exploitation disparaît des écrans. Avec pour résultat la « **maltraitance institutionnelle** » (dénoncée dans le dernier rapport de la Défenseure des droits) des usagers et des agents.

Bref, **la « reconquête des territoires » tant vantée après l'irruption des Gilets jaunes est celle du grand capital : les paradis fiscaux s'étendent, le contrôle est laminé !** Car

les classes possédantes ont toujours considéré qu'elles ne devaient pas payer d'impôts pour le fonctionnement de la société, et en particulier pour les services publics utiles à la population. À ses yeux, ceux qui doivent payer des impôts sont les travailleurs, les petits commerçants ou les artisans. Et c'est avec cet argent que les caisses de l'État subventionnent par mille canaux et par dizaines de milliards les capitalistes aux dépens entre autres des services publics. Ce n'est pas nouveau et Macron n'a pas inventé la poudre en prétendant que des riches comblés rendraient les pauvres heureux. En revanche, il sera parvenu à mettre le feu aux poudres, tant sa politique est en évidence en faveur des plus riches et rien que pour les plus riches (revenus du capital exclus de l'assiette de l'ex-ISF devenu IFI, Prélèvement Forfaitaire Unique, fin de l'exit tax, baisse de l'impôt sur les sociétés et des impôts dits « de production »...). Cette fiscalité va de pair avec l'accentuation du caractère de domination de classe de l'État qui, **au lieu d'éliminer la corruption, en détermine de nouvelles formes** en raison de l'augmentation de l'intrication entre public et privé suite à la privatisation et à l'externalisation des services publics.

« **We want our money back** » : nous demandons que les centaines de milliards d'euros confisqués par l'évasion fiscale, par les crédits d'impôt comme le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) pérennisé en baisse de cotisations, par une fiscalité au profit des plus riches, par l'absence de taxe sur les transactions financières... nous soient restitués ! Et qu'ils servent aux urgences sociales et écologiques, à la réhabilitation des services publics, à la création des dizaines de milliers d'emplois nécessaires à la transition écologique ou encore au respect du droit au logement et à la solidarité internationale.



Justice sociale, justice fiscale !

Le manifeste des 343

La mise en œuvre des mesures salariales du 1er janvier 2022, avec la prise en compte de l'indice minimal de la fonction publique, indice 343, sera **effectif sur les paies de mars 2022, avec effet rétroactif au 1er janvier 2022.**

Les personnels concernés sont les agents titulaires, stagiaires et les contractuels rémunérés sur la base d'un indice majoré inférieur à ce nouvel indice minimum 343.

Ces revalorisations ne font que remettre les rémunérations des fonctionnaires **en cohérence avec la valeur du SMIC !** Juste quelques miettes pour coller à la législation en vigueur. Ce gouvernement a gelé pendant son quinquennat la rémunération des fonctionnaires et donc la rémunération des agentes et agents de la DGFIP, dont le pouvoir d'achat ne cesse de baisser depuis trop longtemps, **l'équivalent de 2,5 mois de salaire annuel perdus en vingt ans !**

Solidaires Finances Publiques revendique également une revalorisation des régimes indemnitaires au niveau DGFIP, points qui seront à l'ordre du jour des prochaines négociations sur l'indemnitaire à la DGFIP ce printemps.

Nous appelons l'ensemble des agentes et agents de la DGFIP à la grève interprofessionnelle du jeudi 17 mars 2022 et, par leur mobilisation, à donner à cette journée une forte tonalité DGFIP pour peser sur les négociations à venir et faire aboutir nos revendications.



Par ailleurs, depuis le « rendez-vous salarial » du dernier été, il est annoncé que l'ensemble des agents C bénéficieront d'**une année de bonification.** Elle sera ainsi **effective fin juin avec date d'effet au 1er janvier 2022.** Par exemple, si l'agent doit changer d'échelon en avril 2022, il bénéficie de 4 mois d'accélération pour cette prise d'échelon et stocke les 8 mois restants sur la prise d'échelon suivante.

Les dates à venir !



- ★ **Mardi 8 mars** : Journée internationale des droits des femmes – manifestation départ 15h40 Hôpital Couple Enfants (La Tronche)
- ★ **Samedi 12 mars** : Marche pour le climat et la justice sociale - départ 14h00 Gare de Grenoble
- ★ **Jeudi 17 mars** : Grève interprofessionnelle sur les salaires, pensions, minimas sociaux
- ★ **Jeudi 24 mars** : Manifestation régionale des retraités – départ 14h00 rue Garibaldi devant l'ARS (Lyon)
- ★ **Vendredi 25 mars** : Grève des jeunes pour le climat
- ★ **Samedi 26 mars** : Mobilisation pour le droit au logement, l'arrêt des expulsions et contre le logement cher
- ★ **Jeudi 7 avril** : **Assemblée Générale de la section Solidaires Finances Publiques 38,** à partir de 8h30, salle des fêtes de La Rivière (38210)